Ce document constitue un outil de documentation et n'engage pas la responsabilité des institutions

►**B**

RÈGLEMENT (CE) Nº 765/2006 DU CONSEIL

du 18 mai 2006

concernant des mesures restrictives à l'encontre du président Lukashenko et de certains fonctionnaires de Biélorussie

(JO L 134 du 20.5.2006, p. 1)

Modifié par:

		Journal officiel		
		n°	page	date
►**M1**	Règlement (CE) nº 1587/2006 de la Commission du 23 octobre 2006	L 294	25	25.10.2006
►**M2**	Règlement (CE) nº 1791/2006 du Conseil du 20 novembre 2006	L 363	1	20.12.2006

▼B

RÈGLEMENT (CE) Nº 765/2006 DU CONSEIL

du 18 mai 2006

concernant des mesures restrictives à l'encontre du président Lukashenko et de certains fonctionnaires de Biélorussie

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment ses articles 60 et 301,

vu la position commune 2006/362/PESC du 18 mai 2006 modifiant la position commune 2006/276/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de certains fonctionnaires de Biélorussie ([1]),

vu la proposition de la Commission,

considérant ce qui suit:

(1) Le 24 mars 2006, le Conseil européen a déploré que les autorités biélorusses n'aient pas honoré les engagements contractés dans le cadre de l'OSCE en matière d'élections démocratiques, a estimé que l'élection présidentielle du 19 mars 2006 avait été fondamentalement entachée d'irrégularités et a condamné l'arrestation, ce même jour, par les autorités biélorusses, de manifestants pacifiques qui exerçaient leur droit légitime de libre réunion pour protester contre le déroulement de l'élection présidentielle. Le Conseil européen a, par conséquent, décidé que des mesures restrictives devraient être appliquées à l'encontre des personnes responsables des atteintes aux normes électorales internationales.

(2) Le 10 avril 2006, le Conseil a décidé d'adopter des mesures restrictives à l'encontre du président Lukashenko, des dirigeants biélorusses et des fonctionnaires responsables des atteintes aux normes électorales internationales et au droit international en matière de droits de l'homme, ainsi que de la répression à l'égard de la société civile et de l'opposition démocratique. Il y a lieu de soumettre ces personnes à une interdiction de visa ainsi qu'à d'autres mesures ciblées éventuelles.

(3) La position commune 2006/362/PESC prévoit qu'il y a lieu de geler les fonds et les ressources économiques du président Lukashenko et de certains fonctionnaires de Biélorussie désignés à cet effet.

(4) Ces mesures entrent dans le champ d'application du traité. Par conséquent, afin notamment d'en garantir l'application uniforme par les opérateurs économiques de tous les États membres, un acte communautaire est nécessaire pour en assurer la mise en œuvre en ce qui concerne la Communauté. Aux fins du présent règlement, le territoire de la Communauté devrait être considéré comme englobant les territoires des États membres auxquels le traité est applicable, dans les conditions fixées par celui-ci.

(5) Les États membres devraient déterminer le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du présent règlement. Les sanctions prévues devraient être proportionnées, effectives et dissuasives.

(6) Afin de garantir l'efficacité des mesures prévues dans le présent règlement, il convient que celui-ci entre en vigueur immédiatement,

([1]) Voir page 45 du présent Journal officiel.

▼B

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Aux fins du présent règlement, on entend par:

1) «fonds», les actifs financiers et les avantages économiques de toute nature, et notamment, mais non exclusivement:

   a) le numéraire, les chèques, les créances en numéraire, les traites, les ordres de paiement et autres instruments de paiement;

   b) les dépôts auprès d'institutions financières ou d'autres entités, les soldes en comptes, les créances et les titres de créances;

   c) les titres de propriété et d'emprunt, tels que les actions, les certificats représentatifs de valeurs mobilières, les obligations, les billets à ordre, les warrants, les obligations non garanties et les contrats sur produits dérivés, qu'ils soient négociés en bourse ou fassent l'objet d'un placement privé;

   d) les intérêts, les dividendes ou autres revenus d'actifs ou plus-values perçues sur des actifs;

   e) le crédit, le droit à compensation, les garanties, les garanties de bonne exécution ou autres engagements financiers;

   f) les lettres de crédit, les connaissements, les contrats de vente;

   g) tout document attestant la détention de parts d'un fonds ou de ressources financières;

2) «gel des fonds», toute action visant à empêcher tout mouvement, transfert, modification, utilisation ou manipulation de fonds qui aurait pour conséquence un changement de leur volume, de leur montant, de leur localisation, de leur propriété, de leur possession, de leur nature, de leur destination ou toute autre modification qui pourrait en permettre l'utilisation, notamment la gestion de portefeuilles;

3) «ressources économiques», les avoirs de quelque nature que ce soit, corporels ou incorporels, mobiliers ou immobiliers, qui ne sont pas des fonds mais peuvent être utilisés pour obtenir des fonds, des biens ou des services;

4) «gel des ressources économiques», toute action visant à empêcher l'utilisation de ressources économiques pour l'obtention de fonds, de biens ou de services de quelque manière que ce soit, et notamment, mais non exclusivement, leur vente, leur location ou leur mise sous hypothèque;

5) «territoire de la Communauté», les territoires des États membres auxquels le traité est applicable, dans les conditions fixées par celui-ci.

Article 2

1. Sont gelés tous les fonds et ressources économiques appartenant au président Lukashenko et à certains autres fonctionnaires de Biélorussie responsables des atteintes portées aux normes électorales internationales lors des élections présidentielles tenues en Biélorussie le 19 mars 2006 et de la répression à l'égard de la société civile et de l'opposition démocratique, ainsi qu'aux personnes physiques ou morales, entités ou organismes qui leur sont associés, tels qu'énumérés à l'annexe I, de même que les fonds et ressources économiques qui sont en leur possession ou qui sont détenus ou contrôlés par eux.

2. Aucuns fonds ou ressources économiques ne sont mis directement ou indirectement à la disposition des personnes physiques ou morales, entités ou organismes énumérés à l'annexe I, ni utilisés à leur profit.

▼B

3. La participation volontaire et délibérée à des activités ayant pour objet ou pour effet direct ou indirect de contourner les mesures visées aux paragraphes 1 et 2 est interdite.

Article 3

1. L'autorité compétente d'un État membre figurant dans la liste dressée à l'annexe II peut autoriser le déblocage de certains fonds ou ressources économiques gelés ou la mise à disposition de certains fonds ou ressources économiques, dans les conditions qu'elle juge appropriées, après avoir établi que les fonds ou les ressources économiques concernés sont:

a) nécessaires pour répondre aux besoins fondamentaux des personnes dont la liste figure à l'annexe I et des membres de leur famille qui sont à leur charge, notamment pour couvrir les dépenses liées au paiement de denrées alimentaires, de loyers ou de remboursements de prêts hypothécaires, de médicaments et de traitement médicaux, d'impôts, de primes d'assurance et de redevances de services publics;

b) destinés exclusivement au paiement d'honoraires professionnels raisonnables et au remboursement de dépenses liées à la prestation de services juridiques; ou

c) destinés exclusivement au paiement de commissions ou de frais correspondant à la garde ou à la gestion courante des fonds ou ressources économiques gelés.

2. Si l'autorité compétente d'un État membre figurant dans la liste dressée à l'annexe II établit que le déblocage de certains fonds ou ressources économiques gelés ou la mise à disposition de certains fonds ou ressources économiques est nécessaire pour couvrir des dépenses extraordinaires, elle notifie aux autres autorités compétentes et à la Commission les motifs pour lesquels elle estime qu'une autorisation spéciale doit être accordée et ce au moins deux semaines avant l'autorisation, afin de disposer de leur avis préalable sur le projet d'autorisation. Deux semaines après la notification, elle peut autoriser le déblocage de certains fonds ou ressources économiques gelés ou la mise à disposition de certains fonds ou ressources économiques, dans les conditions qu'elle juge appropriées.

3. L'autorité compétente informe les autorités compétentes des autres États membres et la Commission de toute autorisation accordée en vertu du présent article.

Article 4

1. L'article 2, paragraphe 2, ne s'applique pas au versement, sur les comptes gelés,

a) d'intérêts ou d'autres rémunérations de ces comptes, ou,

b) de paiements dus au titre de contrats, d'accords ou d'obligations qui ont été conclus ou contractés avant la date à laquelle ces comptes ont été soumis aux dispositions du présent règlement,

sous réserve que ces intérêts et autres rémunérations continuent de relever des dispositions de l'article 2, paragraphe 1.

2. Les dispositions de l'article 2, paragraphe 2, n'empêchent pas les établissements financiers ou de crédit de l'UE de créditer les comptes gelés lorsqu'ils reçoivent des fonds versés par des tiers sur le compte de la personne, entité ou organisme figurant sur la liste, à condition que toute somme supplémentaire versée sur ces comptes soit également gelée. L'établissement financier ou de crédit informe aussitôt les autorités compétentes de ces transactions.

▼B

Article 5

1. Sans préjudice des règles applicables en matière de communication d'informations, de confidentialité et de secret professionnel, les personnes physiques et morales, les entités et les organismes:

a) fournissent immédiatement toute information susceptible de faciliter le respect du présent règlement, concernant notamment les comptes et montants gelés en vertu de l'article 2, aux autorités compétentes, énumérées à l'annexe II, des États membres dans lesquels ils résident ou sont établis et transmettent cette information à la Commission, directement ou par l'intermédiaire de ces autorités;

b) coopèrent avec les autorités compétentes énumérées à l'annexe II lors de toute vérification de cette information.

2. Toute information supplémentaire reçue directement par la Commission est communiquée aux autorités compétentes de l'État membre concerné.

3. Toute information fournie ou reçue conformément au présent article est utilisée aux seules fins pour lesquelles elle a été fournie ou reçue.

Article 6

Le gel des fonds et ressources économiques ou le refus d'en autoriser la mise à disposition, pour autant qu'ils soient décidés de bonne foi au motif qu'une telle action est conforme aux dispositions du présent règlement, n'entraînent, pour la personne morale ou physique ou l'entité ou organisme qui y procède, sa direction ou ses employés, aucune responsabilité de quelle que nature que ce soit, à moins qu'il soit établi que le gel de ces fonds et ressources économiques résulte d'une négligence.

Article 7

La Commission et les États membres s'informent sans délai des mesures prises en application du présent règlement et se communiquent toute autre information utile dont ils disposent en rapport avec le présent règlement, notamment celles concernant les violations du présent règlement, les problèmes rencontrés dans sa mise en œuvre et les jugements rendus par les juridictions nationales.

Article 8

La Commission est habilitée:

a) à modifier l'annexe I sur la base des décisions prises concernant l'annexe IV de la position commune 2006/276/PESC; et

b) à modifier l'annexe II sur la base des informations fournies par les États membres.

Article 9

1. Les États membres déterminent le régime des sanctions applicables en cas de violation du présent règlement et prennent toutes les mesures nécessaires pour garantir leur mise en œuvre. Les sanctions prévues sont effectives, proportionnées et dissuasives.

2. Les États membres notifient ce régime à la Commission dans les meilleurs délais après l'entrée en vigueur du présent règlement et l'informent de toute modification ultérieure.

▼B

Article 10

Le présent règlement s'applique:

— au territoire de la Communauté, y compris à son espace aérien;

— à bord de tout aéronef ou de tout navire relevant de la juridiction d'un État membre;

— à toute personne physique qui est un ressortissant d'un État membre, à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire de la Communauté;

— à toute personne morale, toute entité ou tout organisme établi ou constitué selon la législation d'un État membre;

— à toute personne morale, toute entité ou tout organisme en ce qui concerne toute opération commerciale réalisée intégralement ou en partie dans la Communauté.

Article 11

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

▼B

ANNEXE I

Liste des personnes visées à l'article 2

Nom (transcription française)	Nom (transcription biélorusse)	Nom (transcription russe)	Date de naissance	Lieu de naissance	Fonction	►M1 adresse ◄	►M1 numéro de passeport ◄	►M1 nationalité ◄
Lukashenko Aleksandr Grigorievich (Lukashenka Alaksandr Ryhoravich)	Лукашенка Аляксандр Рыгоравіч	ЛУКАШЕНКО Александр Григорьевич	30.8.1954	Kopys, région de Vitebsk	Président			
Nevyglas Gennady Nikolaevich (Nievyhlas Hienadz Mikalaevich)	Невыглас Генадзь Мікалаевіч	НЕВЫГЛАС Геннадий Николаевич	11.2.1954	Parakhonsk, district de Pinsk	Chef de l'administration de la présidence			
Petkevich Natalya Vladimirovna (Piatkevich Natallia Uladzimirauna)	Пяткевіч Наталля Уладзіміраўна	ПЕТКЕВИЧ Наталья Владимировна	24.10.1972	Minsk	Chef adjoint de l'administration de la présidence			
Rubinov Anatoly Nikolaevich (Rubinau Anatol Mikalaevich)	Рубінаў Анатоль Мікалаевіч	РУБИНОВ Анатолий Николаевич	15.4.1939	Moguilev	Chef adjoint responsable des médias et de l'idéologie, administration de la présidence			
Proleskovsky Oleg Vitoldovich (Pralaskouski Aleh Vitoldavich)	Праляскоўскі Алег Вітольдавіч	ПРОЛЕСКОВСКИЙ Олег Витольдович	1.10.1963	Zagorsk (Russie, aujourd'hui: Serguiev Possad)	Assistant et chef du principal département idéologique, administration de la présidence			
Radkov Aleksandr Mikhailovich (Radzkou Alaksandr Mikhailavich)	Радзькоў Аляксандр Міхайлавіч	РАДЬКОВ Александр Михайлович	1.7.1951	Votnia, Вотня Быховского района Могилевской области (région de Moguilev district de Bykhov)	Ministre de l'éducation			
Rusakevich Vladimir Vasilyevich (Rusakevich Uladzimir Vasilievich)	Русакевіч Уладзімір Васільевіч	РУСАКЕВИЧ Владимир Васильевич	13.9.1947	Vygonochtchi, région de Brest Выгонощи, Брестская область	Ministre de l'information			

▼B

Nom (transcription française)	Nom (transcription biélorusse)	Nom (transcription russe)	Date de naissance	Lieu de naissance	Fonction	►M1 adresse ◄	►M1 numéro de passeport ◄	►M1 nationalité ◄
Golovanov Viktor Grigoryevich (Halavanau Viktar Ryhoravich)	Галаванаў Віктар Рыгоравіч	ГОЛОВАНОВ Виктор Григорьевич	1952	Borissov	Ministre de la justice			
Zimovsky Alexander Leonidovich (Zimouski Alaksandr Lieanidavich)	Зімоўскі Аляксандр Леанідавіч	ЗИМОВСКИЙ Александр Леонидович	10.1.1961	Allemagne	Membre de la chambre haute du Parlement; chef de la société nationale publique de radio et télédiffusion			
Konoplyev Vladimir Nikolaevich (Kanapliou Uladzimir Mikalaevich)	Канаплёў Уладзімір Мікалаевіч	КОНОПЛЕВ Владимир Николаевич	3.1.1954	Akoulintsy région de Moguilev Акулинцы Могилевского района	Président de la chambre basse du Parlement			
Cherginets Nikolai Ivanovich (Charhiniets Mikalai Ivanavich)	Чаргінец Мікалай Іванавіч	ЧЕРГИНЕЦ Николай Иванович	17.10.1937	Minsk	Président de la commission des affaires étrangères de la chambre haute			
Kostyan Sergei Ivanovich (Kastsian Siarhiei Ivanavich)	Касцян Сяргей Іванавіч	КОСТЯН Сергей Иванович	15.1.1941	Oussokhi, district de Klitchev, région de Moguilev Усохи Кличевского района Могилевской области	Président de la commission des affaires étrangères de la chambre basse			
Orda Mikhail Sergeevich (Orda Mikhail Siarhieevich)	Орда Міхаіл Сяргеевіч	ОРДА Михаил Сергеевич	28.9.1966	Diatlovo, région de Grodno, Дятлово Гродненской области	Membre de la chambre haute, président du BRSM			
Lozovik Nikolai Ivanovich (Lazavik Mikalai Ivanavich)	Лазавік Мікалай Іванавіч	ЛОЗОВИК Николай Иванович	18.1.1951	Neviniani, district de Vileika, région de Minsk, Невиняны Вилейского р-на Минской обл	Secrétaire de la commission électorale centrale (CEC)			

▼B

Nom (transcription française)	Nom (transcription biélorusse)	Nom (transcription russe)	Date de naissance	Lieu de naissance	Fonction	►M1 adresse ◄	►M1 numéro de passeport ◄	►M1 nationalité ◄
Miklashevich Petr Petrovich (Miklashevich Piotr Piatrovich)	Міклашэвіч Пётр Пятровіч	МИКЛАШЕВИЧ Петр Петрович	1954	Kossouta, région de Minsk, Косута Минской области	Procureur général			
Slizhevsky Oleg Leonidovich (Slizheuski Aleh Leanidavich)	Сліжэўскі Алег Леанідавіч	СЛИЖЕВСКИЙ Олег Леонидович			Chef de la division des organisations sociales, des partis et des ONG, ministère de la justice			
Khariton Aleksandr (Kharyton Alaksandr)	Харытон Аляксандр	ХАРИТОН Александр			Conseiller de la division des organisations sociales, des partis et des ONG du ministère de la justice			
Smirnov Evgeny Aleksandrovich (Smirnou Yauhien Alaksandravich)	Смірноў Яўген Аляксандравіч	СМИРНОВ Евгений Александрович	15.3.1949	Région de Riazan, Russie	Premier adjoint du président de la Cour économique			
Reutskaya Nadezhda Zalovna (Ravutskaya Nadzieja Zalauna)	Равуцкая Надзея Залаўна	РЕУТСКАЯ Надежда Заловна			Juge du district de Moscou de Minsk			
Trubnikov Nikolai Alekseevich (Trubnikau Mikalai Alakseevich)	Трубнікаў Мікалай Аляксеевіч	ТРУБНИКОВ Николай Алексеевич			Juge du district de Partizanski de Minsk			
Kupriyanov Nikolai Mikhailovich (Kupryianau Mikalai Mikhailavich)	Купрыянаў Мікалай Міхайлавіч	КУПРИЯНОВ Николай Михайлович			Procureur général adjoint			
Sukhorenko Stepan Nikolaevich (Sukharenka Stsiapan Mikalaevich)	Сухарэнка Сцяпан Мікалаевіч	СУХОРЕНКО Степан Николаевич	27.1.1957	Zdouditchi, district de Svetlogorsk, région de Gomel Здудичи Светлогорского района Гомельской области	Président du KGB			
Dementei Vasily Ivanovich (Dzemiantsiei Vasil Ivanavich)	Дземянцей Васіль Іванавіч	ДЕМЕНТЕЙ Василий Иванович			Premier adjoint, KGB			

▼B

Nom (transcription française)	Nom (transcription biélorusse)	Nom (transcription russe)	Date de naissance	Lieu de naissance	Fonction	►M1 adresse ◄	►M1 numéro de passeport ◄	►M1 nationalité ◄
Kozik Leonid Petrovich (Kozik Leanid Piatrovich)	Козік Леанід Пятровіч	КОЗИК Леонид Петрович	13.7.1948	Borissov	Chef de la fédération des syndicats			
Koleda Alexandr Mikhailovich (Kalada Alaksandr Mikhailavich)	Каляда Аляксандр Міхайлавіч	КОЛЕДА Александр Михайлович			Président de la commission électorale de la région de Brest			
Mikhasev Vladimir Ilyich (Mikhasiou Uladzimir Iliich)	Міхасёў Уладзімір Ільіч	МИХАСЕВ Владимир Ильич			Président de la commission électorale de la région de Gomel			
Luchina Leonid Aleksandrovich	Лучына Леанід Аляксандравіч	ЛУЧИНА Леонид Александрович	18.11.1947	Région de Minsk	Président de la commission électorale de la région de Grodno			
Karpenko Igor Vasilievich (Karpenka Ihar Vasilievich)	Карпенка Ігар Васільевіч	КАРПЕНКО Игорь Васильевич	28.4.1964	Novokouznetsk, Russie, Région de Kemerovo Новокузнецк Кемеровской области, Россия	Président de la commission électorale de la ville de Minsk			
Kurlovich Vladimir Anatolievich (Kurlovich Uladzimir Anatolievich)	Курловіч Уладзімір Анатольевіч	КУРЛОВИЧ Владимир Анатольевич			Président de la commission électorale de la région de Minsk			
Metelitsa Nikolai Timofeevich (Miatsielitsa Mikalai Tsimafeevich)	Мяцеліца Мікалай Цімафеевіч	МЕТЕЛИЦА Николай Тимофеевич			Président de la commission électorale de la région de Moguilev			
Pishchulenok Mikhail Vasilievich (Pishchulenak Mikhail Vasilievich)	Пішчулёнак Міхаіл Васільевіч	ПИЩУЛЕНОК Михаил Васильевич			Président de la commission électorale de la région de Vitebsk			
Sheyman (Sheiman), Victor Vladimirovich			26.5.1958	Région de Grodno	Secrétaire d'État au Conseil de sécurité			

▼B

Nom (transcription française)	Nom (transcription biélorusse)	Nom (transcription russe)	Date de naissance	Lieu de naissance	Fonction	►M1 adresse ◄	►M1 numéro de passeport ◄	►M1 nationalité ◄
Pavlichenko (Pavliuchenko), Dmitri (Dmitry) Valeriyevich			1966	Vitebsk	Chef du groupe spécial d'intervention du ministère de l'intérieur (SOBR)			
▼M1 Naumov, Vladimir Vladimïrovich			7.2.1956		Ministre de l'intérieur			
▼B Yermoshina Lydia Mihajlovna			29.1.1953	Sloutsk (Région de Minsk)	Présidente de la Commission électorale centrale			
Podobed Yuri Nikolaevich			5.3.1962	Sloutsk (Région de Minsk)	lieutenant-colonel de la milice, unité chargée des missions spéciales (OMON), du ministère des affaires intérieures			
▼M1 Bortnik, Sergei	БОРТНІК Сяргей	БОРТНИК Сергей	28.5.1953	Minsk	procureur général	Ul. Surganovo 80-263, Minsk, Biélorussie	MP 0469554	
Migun, Andrei	МІГУН Андрэй	МИГУН Андрэй	5.2.1978	Minsk	procureur général	Ul. Goretskovo 53-16, Minsk, Biélorussie	MP 1313262	
Rybakov, Alexei	РЫБАКОЎ Аляксей	РЫБАКОВ Алексей			juge au tribunal	Ul. Jesenina 31-1-104, Minsk, Biélorussie		
Yasinovich, Leonid Stanislavovich	ЯСІНОВІЧ Леанід Станіслававіч	ЯСИНОВИЧ Леонид Станиславович	26.11.1961	Buchany, district de Vitebsk, Biélorussie	juge au tribunal	Ul. Gorovtsa 4-104, Minsk, Biélorussie	MP 0515811	

▼B

ANNEXE II

Liste des autorités compétentes

BELGIQUE

En ce qui concerne le gel des fonds, le financement et l'aide financière:

Service Public Fédéral des Finances
Administration de la Trésorerie
30 Avenue des Arts
B-1040 Bruxelles
Fax: (32-2) 233 74 65
Courrier électronique: Quesfinvragen.tf@minfin.fed.be

Federale Overheidsdienst Financiën
Administratie van de Thesaurie
Kunstlaan 30
B-1040 Brussel
Fax: (32-2) 233 74 65
Courrier électronique: Quesfinvragen.tf@minfin.fed.be

▼M2

BULGARIE

en ce qui concerne le gel des fonds:

Министерство на финансите
ул. «Г.С. Раковски» № 102
София 1000
Тел: (359-2) 985 91
Факс: (359-2) 988 1207
E-mail: feedback@minfin.bg

Ministry of Finance
102 «G.S. Rakovsky» street
Sofia 1000
Tél. (359-2) 985 91
Fax: (359-2) 988 1207
E-mail: feedback@minfin.bg

en ce qui concerne l'assistance technique et les restrictions aux importations ou aux exportations:

Междуведомствен съвет по въпросите на военнопромишления комплекс и мобилизационната готовност на страната
бул. «Дондуков» № 1
1594 София
тел.: (359) 2 987 9145
факс: (359) 2 988 0379

Interdepartmental Council on the Military-Industrial Complex and the Mobilisation Preparedness of the Country

1 «Dondukov» Blvd.
1594 Sofia
Tél.: (359) 2 987 9145
Fax: (359) 2 988 0379

▼B

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Ministerstvo financí
Finanční analytický útvar
P.O. Box 675

▼B

Jindřišská 14
111 21 Praha 1
Tél.: +420 25704 4501
Fax: +420 25704 4502

Ministerstvo zahraničních věcí
Odbor společné zahraniční a bezpečnostní politiky EU
Loretánské nám. 5
118 00 Praha 1
Tél.: + 420 2 2418 2987
Fax: + 420 2 2418 4080

DANEMARK

Erhvervs- og Byggestyrelsen
Dahlerups Pakhus
Langelinie Allé 17
DK-2100 København Ø
Tél.: (45) 35 46 60 00
Fax: (45) 35 46 60 01

Udenrigsministeriet
Asiatisk Plads 2
DK-1448 København K
Tél.: (45) 33 92 00 00
Fax: (45) 32 54 05 33

Justitsministeriet
Slotsholmsgade 10
DK-1216 København K
Tél.: (45) 33 92 33 40
Fax: (45) 33 93 35 10

ALLEMAGNE

En ce qui concerne les fonds:

Deutsche Bundesbank
Servicezentrum Finanzsanktionen
Postfach
D-80281 München
Tél.: (49-89) 2889 3800
Fax: (49-69) 70 90 97 38 00

En ce qui concerne les ressources économiques:

— informations concernant les ressources économiques au sens de l'article 5

Bundesministerium für Wirtschaft und Technologie
Referat V B 2
Scharnhorststraße 34—37
10115 Berlin
Tél.: (49-03018) 6 15-9
Fax: (49-03018) 6 15-53 58
E-Mail: BUERO-VB2@bmwa.bund.de

— autorisations concernant les ressources économiques au sens de l'article 3

Bundesamt für Wirtschafts- und Ausfuhrkontrolle (BAFA)
Frankfurter Straße 29—35
D-65760 Eschborn
Tél.: (49) 61 96 908-0
Fax: (49) 61 96 908-800

▼B

ESTONIE

Eesti Välisministeerium
Islandi väljak 1
15049 Tallinn
Tél.: +372 6 317 100
Fax: +372 6 317 199

Finantsinspektsioon
Sakala 4
15030 Tallinn
Tél.: +372 6680500
Fax: +372 6680501

GRÈCE

A. Gel des avoirs

Ministry of Economy and Finance
General Directory of Economic Policy
Address: 5 Nikis Str., 101 80
Athens, Greece
Tél.: + 30 210 3332786
Fax: + 30 210 3332810

A. Δέσμευση κεφαλαίων

Υπουργείο Οικονομίας και Οικονομικών
Γενική Δ/νσηΟικονομικής Πολιτικής
Δ/νση: Νίκης 5, ΑΘΗΝΑ 101 80
Τηλ.: + 30 210 3332786
Φαξ: + 30 210 3332810

B. Restrictions à l'importation ou à l'exportation

Ministry of Economy and Finance
General Directorate for Policy Planning and Management
Address Kornaroy Str.,
GR-105 63 Athens
Tél.: + 30 210 3286401-3
Fax: + 30 210 3286404

B. Περιορισμοί εισαγωγών — εξαγωγών

Υπουργείο Οικονομίας και Οικονομικών
Γενική Δ/νσηΣχεδιασμού και Διαχείρισης Πολιτικής
Δ/νση: Κορνάρου 1, Τ.Κ. 105 63
Αθήνα — Ελλάς
Τηλ.: + 30 210 3286401-3
Φαξ: + 30 210 3286404

ESPAGNE

Ministerio de Industria, Comercio y Turismo
Secretaría General de Comercio Exterior
Paseo de la Castellana, 162
E-28046 Madrid
Tél.: (34) 913 49 38 60
Fax: (34) 914 57 28 63

Ministerio de Economía y Hacienda
Dirección General del Tesoro y Política Financiera
Subdirección General de Inspección y Control De Movimientos de Capitales
Paseo del Prado, 6
E-28014 Madrid

▼B

Tél.: (34) 91 209 95 11
Fax: (34) 91 209 96 56

FRANCE

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie
Direction générale des douanes et des droits indirects
Cellule embargo — Bureau E2
Tél.: (33) 1 44 74 48 93
Fax: (33) 1 44 74 48 97

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie
Direction du Trésor et de la politique économique
Service des affaires multilatérales et de développement
Sous-direction Multicom
139, rue du Bercy
75572 Paris Cedex 12
Tél.: (33) 1 44 87 72 85
Fax: (33) 1 53 18 96 55

Ministère des Affaires étrangères
Direction de la coopération européenne
Sous-direction des relations extérieures de la Communauté
Tél.: (33) 1 43 17 44 52
Fax: (33) 1 43 17 56 95

Direction générale des affaires politiques et de sécurité
Service de la Politique Étrangère et de Sécurité Commune
Tél.: (33) 1 43 17 45 16
Fax: (33) 1 43 17 45 84

IRLANDE

Central Bank and Financial Services Authority of Ireland
Financial Markets Department
PO Box No 559
Dame Street
Dublin 2
Tél.: (353) 1 434 4000
Fax: (353) 1 671 6561

Department of Foreign Affairs
Russia, Eastern Europe, Central Asia Section
Political Division
80 St. Stephen's Green
Dublin 2
Tél.: (353) 1 408 21 92
Fax: (353) 1 408 20 43

Department of Enterprise, Trade and Employment
Export Licensing Unit
Block C
Earlsfort Centre
Lower Hatch St.
Dublin 2
Tél.: (353) 1 631 25 34
Fax: (353) 1 631 25 62

ITALIE

Ministero degli Affari Esteri
Piazzale della Farnesina, 1

▼B

I-00194 Roma
D.G.A.U. — Ufficio IV
Tél.: (39) 06 3691 3645
Fax: (39) 06 3691 2335

Ministero dell'Economia e delle Finanze
Dipartimento del Tesoro
Comitato di Sicurezza Finanziaria
Via XX Settembre, 97
I-00187 Roma
Tél.: (39) 06 4761 3942
Fax: (39) 06 4761 3032

CHYPRE

Υπουργείο Εξωτερικών
Λεωφ. Προεδρικού Μεγάρου
1447 Λευκωσία
Τηλ: +357-22-300600
Φαξ: +357-22-661881

Ministry of Foreign Affairs
Presidential Palace Avenue
1447 Nicosia
Tél.: +357-22-300600
Fax: +357-22-661881

LETTONIE

Latvijas Republikas Ārlietu ministrija
Brīvības iela 36
Rīga, LV 1395
Tél.: (371) 7016201
Fax: (371) 7828121

Noziedzīgi iegūto līdzekļu legalizācijas novēršanas dienests
Kalpaka bulvārī 6
Rīga, LV 1081
Tél.: (371) 7044431
Fax: (371) 7044549

LITUANIE

Security Policy Department
Ministry of Foreign Affairs
J.Tumo-Vaižganto 2
LT-01511 Vilnius
Tél.: (370-5) 236 25 16
Fax: (370-5) 231 30 90

LUXEMBOURG

Ministère des Affaires Étrangères
Direction des relations économiques internationales
6, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg
Tél.: (352) 478 23 46
Fax: (352) 22 20 48

Ministère des Finances
3, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg

▼B

Tél.: (352) 478-2712
Fax: (352) 47 52 41

HONGRIE

Article 4

Ministry of Economic Affairs and Transport – Hungarian Trade
Licencing Office
Margit krt. 85.
H-1024 Budapest
Hungary
Postbox: 1537 Pf.: 345
Tél.: +36-1-336-7300

Gazdasági és Közlekedési Minisztérium – Kereskedelmi Engedélyezési Hivatal
Margit krt. 85.
H-1024 Budapest
Magyarország
Postafiók: 1537 Pf.: 345
Tél.: +36-1-336-7300

Article 7

Hungarian National Police
Teve u. 4–6.
H-1139 Budapest
Hungary
Tél./Fax: +36-1-443-5554

Országos Rendőrfőkapitányság
1139 Budapest, Teve u. 4–6.
Magyarország
Tél./Fax: +36-1-443-5554

Article 8

Ministry of Finance
József nádor tér. 2–4.
H-1051 Budapest
Hungary
Postbox: 1369 Pf.: 481
Tél.: +36-1-318-2066, +36-1-327-2100
Fax: +36-1-318-2570, +36-1-327-2749

Pénzügyminisztérium
1051 Budapest, József nádor tér 2–4.
Magyarország
Postafiók: 1369 Pf.: 481
Tél.: +36-1-318-2066, +36-1-327-2100
Fax: +36-1-318-2570, +36-1-327-2749

MALTE

Bord ta' Sorveljanza dwar is-Sanzjonijiet
Direttorat ta' l-Affarijiet Multilaterali
Ministeru ta' l-Affarijiet Barranin
Palazzo Parisio
Triq il-Merkanti
Valletta CMR 02
Tél.: +356 21 24 28 53
Fax: +356 21 25 15 20

▼B

PAYS-BAS

Belastingdienst/Douane Noord
Centrale Dienst In- en Uitvoer
Engelse Kamp 2
Postbus 30003
9700 RD Groningen
Tél.: 050-523 2600
Fax: 050-523 2183

Minister van Financiën
Directie Financiële Markten/Afdeling Integriteit
Postbus 20201
NL-2500 EE Den Haag
Tél.: (31-70) 342 8997
Fax: (31-70) 342 7984

AUTRICHE

Österreichische Nationalbank
Otto Wagner Platz 3,
A-1090 Wien
Tél.: (01-4042043 1) 404 20-0
Fax: (43 1) 404 20-73 99

POLOGNE

Ministerstwo Spraw Zagranicznych
Departament Prawno – Traktatowy
Al. J. CH. Szucha 23
PL-00-580 Warszawa
Tél.: (48 22) 523 93 48
Fax: (48 22) 523 91 29

Ministerstwo Finansów
Generalny Inspektor Informacji Finansowej
ul. Świętokrzyska 12
PL-00-916 Warszawa
Tél.: (48 22) 694 59 70
Fax: (48 22) 694 54 50

PORTUGAL

Ministério dos Negócios Estrangeiros
Direcção-Geral dos Assuntos Multilaterais
Largo do Rilvas
P-1350-179 Lisboa
Tél.: (351) 21 394 60 72
Fax: (351) 21 394 60 73

Ministério das Finanças
Direcção-Geral dos Assuntos Europeus e Relações Internacionais
Avenida Infante D. Henrique, n.º 1, C 2.º
P-1100 Lisboa
Tél.: (351) 21 882 32 40/47
Fax: (351) 21 882 32 49

▼M2

ROUMANIE

Ministerul Afacerilor Externe
Aleea Alexandru, nr. 31

▼M2

Sector 1, București
Tel: (40) 21 319 2183
Fax: (40) 21 319 2226
e-mail: cabinet@mae.ro

Ministerul Finanțelor Publice
Strada Apolodor nr. 17,
Sector 5, București
Tel: (40) 21 319 9743
Fax: (40) 21 312 1630
e-mail: cabinet.ministru@mfinante.ro

Ministerul Economiei și Comerțului
Calea Victoriei, nr. 152
Sector 1, București
Tel. (40) 21 231 02 62
Fax (40) 21 312 05 13

▼B

SLOVÉNIE

Bank of Slovenia
Slovenska 35
1505 Ljubljana
Tél.: +386 (1) 471 90 00
Fax: +386 (1) 251 55 16
http://www.bsi.si

Ministry of Finance
Župančičeva 3
1502 Ljubljana
Tél.: +386 (1) 369 66 31
Fax: +386 (1) 369 66 59

Ministry of Foreign Affairs
Prešernova 25
1000 Ljubljana
Tél.: +386 1 478 20 00
Fax: +386 1 478 23 47
http://www.gov.si/mzz

SLOVAQUIE

Ministerstvo financií SR
Štefanovičova 5
P.O. BOX 82
817 82 Bratislava
Tél.: 00421 2 5958 1111
Fax: 00421 2 5249 3048

FINLANDE

Ulkoasiainministeriö/Utrikesministeriet
PL/PB 176
FI-00161 Helsinki/Helsingfors
Tél.: (358-9) 160 05
Fax: (358-9) 16 05 57 07

SUÈDE

Article 3

Försäkringskassan

▼B

SE-103 51 Stockholm
Tél.: (46-8) 786 90 00
Fax: (46-8) 411 27 89

Articles 4 et 5

Finansinspektionen
Box 6750
SE-113 85 Stockholm
Tél.: (46-8) 787 80 00
Fax: (46-8) 24 13 35

ROYAUME-UNI

HM Treasury
Financial Sanctions Unit
Financial Crime Team
1, Horse Guards Road
London SW1A 2HQ
United Kingdom
Tél.: (44-207) 270-5977
Fax: (44-207) 270-5430

Bank of England
Financial Sanctions Unit
Threadneedle Street
London EC2R 8AH
United Kingdom
Tél.: (44-207) 601 4607
Fax: (44 207) 601 4309

Pour Gibraltar:

Chief Secretary
Government Secretariat
No 6 Convent Place
Gibraltar
Tél.: (350) 75707
Fax: (350) 5875700

Adresse pour les notifications à la Commission européenne:

European Commission
DG External Relations
Directorate A. Crisis Platform and Policy Coordination in CFSP
Unit A2. Crisis Management and Conflict Prevention
CHAR 12/106
B-1049 Bruxelles/Brussel (Belgium)
Adresse électronique: relex-sanctions@ec.europa.eu
Tél.: (32 2) 295 55 85/299 11 76
Fax: (32 2) 299 08 73